



Ressources naturelles
Canada

Natural Resources
Canada

Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone 2019

Sommaire

Préparé pour Ressources naturelles Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 23483-190856/001/CY

Valeur du contrat : 168 115,75 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution: 2018-12-11

Date de livraison : 2019-04-15

Numéro d'enregistrement : ROP 089-18

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ce rapport, prière de communiquer avec Ressources naturelles Canada à nrcan.por-rop.rncan@canada.ca.

This report is also available in English.

Canada

Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone

Sommaire

Préparé pour Ressources naturelles Canada par Environics Research

Avril 2019

Autorisation de reproduction

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Veuillez obtenir au préalable une permission écrite de Ressources naturelles Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ce rapport, prière de communiquer avec Ressources naturelles Canada à nrcan.por-rop.rncan@canada.ca.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, 2019.

Numéro de catalogue : M4-190/2019F-1-PDF

ISBN 978-0-660-31834-9

Also available in English under the title *Natural Resources in a Low-carbon Economy*.

Résumé

A. Contexte et objectifs

Le Canada est l'un des plus grands producteurs mondiaux de ressources naturelles et est également l'un des plus grands consommateurs d'énergie par habitant. L'importance des ressources naturelles pour ce pays ne peut donc pas être surestimée. Les priorités du gouvernement du Canada et, en particulier, de Ressources naturelles Canada (RNCan) sont les suivantes :

- Accélérer le développement des technologies propres et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone
- Optimiser notre avantage en matière de ressources durables grâce à la science
- Accroître l'accès aux marchés et la concurrence

RNCan a commandé une recherche qualitative et quantitative à Environics Research. Ce projet a été conçu afin de bien comprendre l'opinion publique canadienne actuelle sur un large éventail de questions liées aux ressources naturelles : les forêts, l'exploitation minière, l'énergie (y compris l'efficacité énergétique), les technologies propres, les changements climatiques et les travaux scientifiques du gouvernement.

B. Méthodologie

Phase qualitative

Vingt groupes de discussion se sont réunis en ligne entre le 30 janvier et le 19 février 2019. Les séances se sont déroulées à l'aide de la technologie de conférence en ligne avec des résidents de Toronto, Calgary, Vancouver, Timmins, Dartmouth, Prince George, Saint John et Medicine Hat (deux groupes par endroit en anglais) ainsi que de Montréal et Val-d'Or (deux groupes par endroit en français). Les participants de ces groupes de discussion ont été répartis selon le revenu du ménage. Un groupe dans chaque ville était constitué de Canadiens au revenu du ménage plus faible, tandis que le deuxième comprenait des Canadiens au revenu du ménage plus élevé. Tous groupes confondus, 140 participants ont été recrutés et 96 ont assisté aux séances. Les participants ont reçu 100 \$. Les séances des groupes de discussion ont duré environ une heure et quarante-cinq minutes.

Dans le présent rapport, les différences régionales ont été mises en évidence selon les ventilations suivantes :

- Les villes urbaines : Vancouver, Calgary, Toronto et Montréal
- Les villes rurales : Prince George, Medicine Hat, Timmins, Val-d'Or, Dartmouth et Saint John
- Les villes côtières : Vancouver, Dartmouth et Saint John
- Les villes de l'intérieur : Prince George, Calgary, Medicine Hat, Timmins, Toronto, Montréal et Val-d'Or
- Les villes de l'Ouest : Vancouver, Calgary, Prince George et Medicine Hat
- Les villes de l'Est : Timmins, Toronto, Montréal, Val-d'Or, Dartmouth et Saint John

Énoncé des limites : La recherche qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les

résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Environics Research a réalisé un sondage en ligne auprès de 3 444 Canadiens de 18 ans et plus, du 4 au 15 mars 2019. Des quotas ont été établis en fonction de l'âge, du sexe et de la région. Les données finales ont été pondérées afin que l'échantillon soit représentatif de la population canadienne selon le recensement le plus récent. Les répondants au sondage ont été choisis parmi les membres inscrits à un panel en ligne à participation volontaire. Étant donné qu'un échantillon prélevé d'un panel en ligne ne constitue pas un échantillon probabiliste aléatoire, il est impossible de calculer des estimations formelles de l'erreur d'échantillonnage. Néanmoins, les sondages en ligne peuvent servir à des enquêtes auprès de la population générale, pourvu qu'ils soient bien conçus et fassent appel à un vaste panel bien entretenu.

Les annexes A et B du rapport complet présentent des renseignements supplémentaires sur la méthodologie de recherche.

C. Valeur du contrat

La valeur du contrat est de 168 115,75 \$ (TVH incluse).

D. Principales constatations

A. Recherche qualitative

- Les participants aux groupes de discussion ont fait preuve d'une connaissance et d'une compréhension limitées d'une économie à faibles émissions de carbone. Les gens comprenaient que le terme fait référence aux interventions visant à réduire les émissions de carbone, mais peu pouvaient expliquer son rapport (positif ou négatif) avec l'économie.
- Lors de la discussion des changements nécessaires au niveau du ménage ou de la société pour parvenir à une économie à faibles émissions de carbone, les participants ont eu tendance à mentionner des interventions bien connues avec lesquelles ils sont déjà à l'aise (c.-à-d. le recyclage, la réduction des déchets ou la conservation de l'énergie). De même, il y a eu une tendance à se concentrer sur des solutions axées les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique parce qu'elles sont généralement présentées comme des options positives et respectueuses de l'environnement.
- Les participants n'étaient pas sûrs des répercussions potentielles d'une économie à faibles émissions de carbone sur les industries de mise en valeur des ressources naturelles. Ceux qui habitaient dans des collectivités où de telles industries occupent une place importante n'étaient pas plus au courant des conséquences du point de vue des ressources naturelles.
- Les participants ont recommandé que les communications destinées à encourager un passage à une économie à faibles émissions de carbone se concentrent sur les résultats positifs au chapitre de l'environnement plutôt qu'à celui de l'économie. Pourtant, en même temps, le coût initial pour leur ménage constituait de loin le principal obstacle perçu à l'apport de changements. Ces points de vue

contradictoires laissent entendre qu'un argument économique est pertinent, mais peut-être plus à l'échelle du ménage qu'à celle de l'économie dans son ensemble.

- Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour convaincre les Canadiens que les changements sont possibles et démontrer leur efficacité. Le plus grand obstacle à une économie à faibles émissions de carbone est lié au coût réel ou perçu de la réalisation de changements. Par conséquent, les participants étaient plus susceptibles de vouloir des mesures financières incitatives, ainsi qu'une orientation claire et des rapports axés sur les résultats, afin d'aider à inciter tous les Canadiens à collaborer à l'instauration d'une économie à faibles émissions de carbone pour le pays.

B. Recherche quantitative

- Les Canadiens ont une vision globale des enjeux du pays relativement aux ressources naturelles, la principale préoccupation étant l'assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures (14 p. 100). L'exception est l'Alberta, où les résidents accordent une plus grande importance au besoin d'approuver et de construire un pipeline (16 p. 100). Entre trois et moins de quatre répondants sur dix (entre 31 et 37 p. 100) évaluent le rendement du gouvernement fédéral comme étant bon, mais les Canadiens ne semblent pas faire la distinction entre les divers aspects du dossier, ce qui laisse entendre un manque répandu de connaissance des interventions gouvernementales.
- Le public exprime des opinions en grande partie positives sur le développement des ressources naturelles en général. Il est largement reconnu qu'il procure des occasions d'emploi et profite au pays (84 p. 100 d'accord), à la province (79 p. 100), à la communauté locale (65 p. 100) et aux personnes elles-mêmes (54 p. 100). En outre, les Canadiens voient généralement d'un œil positif les contributions économiques d'industries bien précises qui mettent en valeur les ressources naturelles, y compris les secteurs des sables bitumineux, de l'exploitation minière et de la foresterie. Les avis tendent plutôt à être partagés au sujet du caractère adéquat de la réglementation pour ce qui est de limiter les effets environnementaux de ces trois industries.
- Il y a un vaste soutien à l'agrandissement de l'infrastructure énergétique, comme les pipelines, les chemins de fer, les ports et les routes pour mettre sur le marché le pétrole produit avec les sables bitumineux (69 p. 100, contre 31 p. 100 qui s'opposent à une nouvelle infrastructure). Ce niveau d'appui reflète le point de vue de la majorité (62 p. 100) selon lequel le pétrole continuera de constituer une source d'énergie importante pour les ménages et les entreprises ou sera même encore plus important au cours de la prochaine décennie. Pour ce qui est des questions énergétiques au pays à l'heure actuelle, les Canadiens se disent le plus préoccupés par le prix qu'ils paient (83 p. 100), suivi par les inquiétudes à propos des effets de l'industrie sur l'environnement (74 p. 100) et la capacité du Canada de passer à des sources d'énergie propre (70 p. 100).
- Les opinions sur les innovations laissent entendre que les Canadiens sont modérément optimistes au sujet de leur potentiel. Par exemple, la bioénergie forestière est considérée une source d'énergie renouvelable (72 p. 100), abordable (66 p. 100) et à faibles émissions de carbone sur laquelle le Canada devrait s'en remettre davantage (57 p. 100). Également, une petite majorité (58 p. 100) est d'avis que les petits réacteurs nucléaires devraient faire partie du bouquet énergétique canadien. L'orientation positive des Canadiens vers l'innovation est, de même, évidente lorsqu'on constate les deux initiatives

dont l'adoption est jugée la plus importante pour que le Canada parvienne à une économie à faibles émissions de carbone : le financement du développement de nouvelles technologies permettant d'emmagasiner l'énergie provenant de sources de recharge, et la conversion des déchets et des résidus en biocarburants et en gaz naturel renouvelable.

- Validant les constatations issues de la recherche avec les groupes de discussion, le terme « économie à faibles émissions de carbone » est mal connu et mal compris, ce qui risque de nuire aux efforts de communication avec les Canadiens. Relativement peu (29 p. 100) de personnes se souviennent avoir entendu ou vu le terme récemment. Ce groupe l'associe surtout à l'utilisation de solutions de recharge renouvelables ou à faibles émissions de carbone aux combustibles fossiles, et peu font le lien avec l'économie.

E. Énoncé sur la neutralité politique et coordonnées de la personne-ressource

J'atteste, par les présentes, à titre d'agente principale d'Environics Research, que les produits livrables respectent entièrement les exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la *Politique de communication du gouvernement du Canada* et dans la *Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique*. Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation du rendement d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Sarah Roberton
Vice-présidente, Affaires générales et publiques
Environics Research
sarah.roberton@environics.ca
613-793-2229

Nom du fournisseur : Environics Research
Numéro de contrat de SPAC : 23483-190856/001/CY
Date originale du contrat : 2018-12-11
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Ministère à l'adresse nrcan.por-rop.nrcan@canada.ca.